

7 septembre 2000 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les actions prioritaires à mettre en place pour lutter contre les inégalités de développement et éradiquer la pauvreté dans le Tiers Monde, New York le 7 septembre 2000.

Monsieur le Président,

Jamais le monde n'a été aussi riche. Et chacun a conscience que la mondialisation peut être une chance pour le développement. L'ouverture des échanges donne aux pays du sud des débouchés nouveaux. La révolution de l'information leur permet de mieux s'insérer dans l'économie moderne. En quelques décennies, plusieurs dizaines d'entre eux ont franchi avec succès les étapes du développement. La rapidité avec laquelle l'Asie du sud-est a surmonté la crise en témoigne.

Pourtant, plus de 800 millions d'hommes ne mangent pas à leur faim et 1,2 milliards subsistent dans la misère. La moitié de l'humanité survit avec moins de 2 \$ par jour, subit le cortège de maux qui aggravent la précarité : analphabétisme, chômage, logements insalubres, hygiène et soins de santé insuffisants.

L'inégalité se traduit dans les flux financiers : 20 pays à eux seuls attirent 80% des investissements en direction des pays en développement. Les 43 pays les moins avancés comptent pour 0,4% des exportations et des investissements mondiaux. En Afrique subsaharienne, plus de la moitié de la population vit dans le plus extrême dénuement. Ce continent, berceau, je le rappelle, des premiers hommes, rassemble près du dixième de la population du monde, mais compte pour moins d'un centième de sa richesse.

L'inégalité s'accroît devant la maladie et la mort. Le SIDA frappe d'abord le Tiers-Monde. Il décime l'Afrique à un rythme effrayant, alors qu'on sait le soigner aujourd'hui.

Cette situation choque la conscience de l'humanité, d'autant plus qu'elle n'est pas fatale. Que faire pour éradiquer la pauvreté et ses fléaux ? Quatre actions sont prioritaires.

Première priorité : accroître l'aide publique au développement. Elle est indispensable pour favoriser, à travers l'assistance technique et les transferts de technologies, la mise en place des institutions de la bonne gouvernance, un développement économique respectueux de l'environnement, l'élaboration des programmes sociaux qui permettent de réduire la pauvreté. L'aide est particulièrement nécessaire pour les pays les plus pauvres. Ils en ont absolument besoin pour construire les infrastructures sociales et économiques sans lesquelles jamais ils ne pourront briser les cercles vicieux de l'enclavement, de l'analphabétisme, de la maladie.

Cette aide doit privilégier les pays qui ont fait le choix de la paix et de la construction démocratique, car ce sont eux qui pourront l'utiliser le plus efficacement. Une telle approche contribuerait à convaincre les autres de les rejoindre sur la bonne voie.

Deuxième priorité : accélérer l'annulation des dettes des pays pauvres très endettés, pour qu'ils puissent consacrer toutes leurs ressources à leur développement.

Troisième priorité : lancer le nouveau cycle commercial, global, pour que le commerce soit plus ouvert et respectueux de règles qui en assurent la sécurité et l'équité.

Quatrième priorité : intensifier la lutte contre les grandes maladies. Et je pense d'abord au SIDA : pour maîtriser la pandémie, il faut que les malades des pays du sud accèdent aux traitements. Réunissons-nous, avec les ONG, et les laboratoires, pour lancer des programmes mondiaux à cette fin.

Monsieur le Président,

La croissance retrouvée dans les pays de l'OCDE doit être l'occasion d'un nouvel élan de solidarité, de générosité. Saisissons-la ! A l'aube du siècle nouveau, engageons-nous dans un nouveau partenariat pour le développement ! Le XXe siècle a été le siècle des indépendances retrouvées. Faisons du XXIe siècle, le siècle de la dignité restaurée et de la prospérité partagée !